

Études internationales



DE SENARCLENS, Pierre, *La mondialisation. Théorie, enjeux et débats*, coll. U science politique, 4^e éd., Paris, Éditions Dalloz/Armand Colin, 2005, 275 p.

Philippe Chrestia

Volume 37, Number 3, septembre 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/014255ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/014255ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chrestia, P. (2006). Review of [DE SENARCLENS, Pierre, *La mondialisation. Théorie, enjeux et débats*, coll. U science politique, 4^e éd., Paris, Éditions Dalloz/Armand Colin, 2005, 275 p.] *Études internationales*, 37(3), 474–476.
<https://doi.org/10.7202/014255ar>

humaine de tous plutôt que les intérêts économiques du moment et de quelques-uns.

Le caractère très engagé de cette conclusion traduit l'esprit général de l'ouvrage, qui se veut un guide de référence pour mieux comprendre les enjeux internationaux de l'eau, mais aussi un texte de sensibilisation percutant sur les dérives et les menaces pour la paix découlant des déséquilibres dans la répartition et l'utilisation de plus en plus inévitables de cette ressource. La principale force de ce texte est le remarquable esprit de synthèse qui a présidé à son élaboration. En un peu plus de 150 pages, l'auteur parvient à brosser un tableau somme toute assez représentatif des principaux enjeux de l'eau tout en offrant de nombreux exemples et statistiques contribuant à enrichir de façon relativement convaincante la démonstration. Des thèmes aussi complexes que l'eau virtuelle, les conflits internationaux liés à l'eau ou encore les nouvelles technologies de captage et d'approvisionnement sont abordés dans un style toujours clair et élégant. En dépit du format « de poche » de l'ouvrage, la qualité de l'écriture, de même que la pertinence des exemples et des données donnent au texte une densité qui lui évite de paraître trop superficiel malgré la grande diversité des thèmes abordés. Cependant, comme indiqué dans le titre de la conclusion, l'ouvrage se termine à l'issue d'un « débat à peine amorcé ». Étant donné la formation de politologue et de juriste de Sylvie Paquerot, on aurait pu s'attendre, entre autres, à des propositions plus précises et mieux étayées sur la *res publica* à laquelle en appelle l'auteur.

C'est tout juste si les exemples de mesures européennes ou encore de quelques conventions internationales sur l'eau sont évoqués. En bref, on ne voit pas très bien, à l'issue de la lecture de l'ouvrage, à quoi pourrait bien ressembler une nouvelle gouvernance ou un droit international de l'eau, quelles en seraient les règles, comment elles seraient appliquées, par qui, etc. L'ouvrage soulève donc surtout des problèmes assez connus et qui ont été l'objet de nombreux travaux antérieurs sans réellement proposer de solutions ou d'alternatives précises. Mais ce n'est sans doute pas là son objectif premier. « Un monde sans gouvernail » demeure un excellent livre d'introduction qui s'adresse à un large public plutôt qu'aux responsables politiques ou aux experts sur un sujet d'une inépuisable complexité.

Olivier BOIRAL

Faculté des sciences de l'administration
Université Laval, Québec

MONDIALISATION

La mondialisation. Théorie, enjeux et débats.

DE SENARCLENS, Pierre. *Coll. U science politique*, 4^e éd., Paris, Éditions Dalloz/Armand Colin, 2005, 275 p.

Thème ô combien d'actualité, la mondialisation fait l'objet d'une littérature abondante. Aussi est-ce toujours un risque que de réaliser un ouvrage sur ce thème. Ici, l'ouvrage de Pierre de Senarclens avait déjà fait l'objet, depuis 1998, de trois éditions, qui toutes étaient d'une lecture utile. Il nous offre ici la 4^e édition de cet ouvrage et si l'auteur constitue

une référence dans ce domaine, sans parler de risque, c'est toujours un défi que de mettre à jour des recherches sur la mondialisation.

D'ores et déjà, on peut dire que le défi est brillamment relevé et l'auteur nous livre, en sept chapitres, une analyse à la fois très dense et très serrée de la mondialisation.

Après un premier chapitre consacré aux origines du système international dans lequel est étudiée l'évolution du concept de la souveraineté au fil des différentes époques, l'auteur aborde, dans un deuxième chapitre, la question des doctrines et des théories des relations internationales. À l'occasion de ce chapitre, il traite aussi de la problématique des organisations internationales.

Puis, dans un troisième chapitre portant plus particulièrement sur la mondialisation, il regrette que celle-ci soit souvent appréhendée comme une « modernité irrépressible » assise sur une vision linéaire de l'histoire qui nie les facteurs d'incertitude et de puissance qui marquent les relations internationales.

Le quatrième chapitre met l'accent sur les conséquences sociales de la mondialisation et sur le fait que celle-ci, malgré la généralisation du libéralisme économique, n'a pas conduit à une généralisation du développement. Il insiste sur le caractère politique de la pauvreté et, à cet égard, l'auteur rappelle que les États conservent une responsabilité éminente dans la mise en œuvre du progrès économique et social.

Sur un thème voisin, celui de l'emploi, des migrations et de l'environnement,

le chapitre 5 évoque les nouvelles vulnérabilités du système international liées à la libéralisation des échanges. C'est alors l'occasion d'évoquer le rôle des sociétés transnationales qui, avec 160 millions d'emplois générés, sont une source considérable de capital, d'emplois, d'investissement et de progrès techniques. L'auteur rappelle aussi fort opportunément que, en contrepoint, leur but ultime est la recherche du profit et qu'elles conservent le contrôle des brevets, ce qui ralentit d'autant le développement. C'est aussi dans ce chapitre que sont analysées les contradictions qui existent entre développement du commerce mondial et respect de l'environnement.

Le chapitre 6, quant à lui, traite des conflits armés et rappelle que la distinction entre conflits internes et conflits internationaux n'est plus toujours pertinente. Cette confusion entre les différentes sphères ouvre de nouveaux champs de recherches sur les conflits internationaux et renouvelle la problématique de l'ethnicité. Tout juste regrettera-t-on les critiques non fondées que Pierre de Senarclens adresse aux théories de Benjamin Barber ou Samuel Huntington et, à la différence de l'auteur, nous croyons, nous, que la nouvelle grille de lecture des relations internationales contemporaines doit s'effectuer à travers les conflits de civilisation.

Enfin, dans un dernier chapitre, l'auteur s'interroge sur les défis institutionnels du système international, et notamment sur la question récurrente de la réforme du système des Nations Unies et des institutions

financières et commerciales internationales.

Cet ouvrage, qui étudie les mutations qui marquent les relations internationales, est d'une grande clarté et bien documenté. Il s'adresse aux étudiants de droit, de science politique ou de sociologie ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux grandes questions du monde contemporain. Sa lecture, malgré certaines conclusions que nous ne partageons pas, est vivement conseillée.

Philippe CHRESTIA

Université de Corse, France

Révolution libérale et gouvernance mondiale.

MUNIER, Bruno. *Nice, Édition Fasal*,
2005, 296 p.

L'ouvrage de Bruno Munier essaie de donner une réponse aux contenus, aux modalités et aux contours de la gouvernance face à la mondialisation. Pour répondre à cette question, Munier divise l'ouvrage en deux parties : *La mondialisation libérale : principes et effets* et *Quelle gouvernance mondiale*. Le point de contact entre ces deux parties est la base libérale sur laquelle l'auteur essaie de démontrer qu'elle est la seule pouvant répondre à l'évolution du système.

Ce point de départ est en rapport avec les échanges humains, si nécessaires, qui confirment le sens du progrès. L'ancrage de la mondialisation est alors une partie de l'histoire de l'humanité en rapport avec la liberté de l'homme – et des communautés humaines – amenée à s'entretenir entre elles et à tisser des rapports qui œuvrent dans le sens du progrès.

La première partie de l'ouvrage est divisée en quatre chapitres où l'auteur pose les problèmes soulevés par un système international inégal et fort divisé du point de vue des structures politiques et économiques. Les régimes politiques, la démocratie et les droits de l'homme sont analysés en rapport avec l'adaptation des États à l'économie internationale. On peut suivre la pensée de l'auteur concernant l'évolution humaine et le progrès, ce qui facilite l'évolution des régimes politiques et des droits de l'homme. L'exemple des économies asiatiques que l'auteur signale comme allant dans le bon sens, laisse beaucoup de questions soulevées sur les libertés, même les plus élémentaires.

L'axe central de la pensée de l'auteur pour cette première partie est la nécessité du changement des États et des régions face à la mondialisation. Pour ce faire, il est nécessaire que la volonté politique (États), mais aussi les conditions économiques et technologiques puissent contribuer à insérer les États dans l'économie internationale. Ces conditions de base (les innovations technologiques et la volonté politique, ont été favorisées, selon l'auteur, par le système international après la Deuxième Guerre mondiale. Les institutions internationales ont permis un contexte juridique et la sécurité nécessaire pour favoriser le développement des sociétés.

Il faut noter que l'auteur n'utilise pas beaucoup de références bibliographiques et surtout de données et d'indicateurs des organisations internationales. Bien que toute référence soit partielle et ne fasse pas l'unanimité, un ouvrage qui parle de développement et de droits humains